

Macron ou l'implosion accélérée de l'État



Par Lucien SA Oulahbib

Cette évidence se renforce à l'écoute de **Jean-Baptiste Rivoire, fondateur de Off Investigation interviewé par FranceSoir** : il n'y est question que d'occultations, zones d'ombres, double jeu d'un côté, volonté de faire taire toute analyse contraire et sur divers sujets (jusqu'à certaines rides effacées) de l'autre ; ou comment certains principes fondamentaux de la République et de la Nation française, à savoir la liberté d'expression et l'exigence de vérité dans les affaires publiques (déjà) sont détruits, implosés, dispersés façon puzzle ; en sus des diverses autres institutions comme cela se sait depuis longtemps (justice, armée, police, taxes, système scolaire, mille-feuilles administratif...).

Ne serait-ce que d'ailleurs, à l'instar d'une Commission européenne prenant des décisions illégales en matière de liberté de la presse et de soutien unilatéral au régime de Kiev, l'émergence inédite et surtout superfétatoire de ce supposé « Conseil de défense » (avec la présence paraît-il de conseillers privés) et qui se sont tous deux (Commission et Conseil) superposés à toutes les instances légales jusqu'à les effacer de fait pour imposer de pseudo impératifs « sanitaires » ; le tout au nom d'études dites « scientifiques » aujourd'hui attaquées devant les tribunaux par certains membres du Conseil Scientifique Indépendant tant elles ne reposent que sur des suppositions d'exponentielles *ad hoc* c'est-à-dire arrangées à partir **d'équations trafiquées à dessein**.

Certes, cette implosion de l'État n'est pas nouvelle. Elle se résume par exemple dans ce qui est nommé depuis des lustres « la casse du service public », sauf que cette formulation employée au départ à « gauche » est quelque peu biaisée parce qu'elle ne tient pas compte du fait que ce dernier a été « cassé » également par cette dernière. La gauche et l'extrême gauche (conseillère **moralisatrice à la Trotski**) n'ont eu de cesse d'y empêcher toute réforme qualitative, et non pas tout simplement comptable, comme par exemple permettre enfin l'avancement par le mérite innovant, participatif, horizontal, et non par l'ancienneté verticale qui décourage les jeunes et permet le pantouflage (public-privé pour les A). De telles réformes impliquent de *réellement* autonomiser toutes les instances (jusqu'à la prépondérance surfaite de l'Assemblée sur le Sénat) jusqu'à permettre aux établissements scolaires de choisir leurs enseignants au lieu de se les voir

parachutés via des comités noyautés de plus en plus idéologiquement en particulier à l'Université.

Il serait également loisible en matière de santé d'admettre enfin qu'au lieu d'asseoir le budget de la Sécurité Sociale uniquement sur les cotisations salariales il le soit aussi sur des dividendes gérés non pas par des fonds de pension privés, mais publics sous la houlette de la Banque des dépôts et des consignations (qui peut certes déléguer à des assurances et des mutuelles privées). Il serait alors possible d'octroyer au salarié son **salaire complet** (en l'aménageant : salaire brut + une partie seulement des cotisations patronales, le reste allant à un Fonds Commun de Solidarité afin d'alimenter les soins lourds) afin que chaque salarié puisse enfin choisir son affiliation assurantielle dans la mesure où celle-ci est en dernier ressort contrôlée par la structure publique (la Banque de dépôt peut être épaulée par la Cour des Comptes qui aurait droit de poursuivre).

Or, au lieu de démocratiser ainsi en innovant réellement à tous les niveaux, la technostructure au pouvoir depuis les années Pompidou et surtout Giscard l'a concentré entre quelques mains, certes publiques, mais inféodées de plus en plus à des fonds de pension privés en dernier ressort [les cabinets de conseils leur appartenant] ; d'où cette harmonisation quantitative comptable injuste et incohérente [suppression de lits et de services en pleine crise sanitaire], alors qu'une harmonisation qualitative de longue durée et réellement horizontale aurait permis de ne pas les fermer, surtout dans les campagnes, en permettant par exemple leur cogestion avec d'autres structures comme les médecines d'accompagnement [kiné, thérapies diverses, médecines alternatives], l'allopathie et les médecines dites « douces » devant ainsi travailler de concert, car comme l'a bien montré la crise de la C.19 la première n'a pas eu vraiment le dernier mot en prétendant se substituer au système immunitaire naturel voire en l'excitant partiellement et surtout provisoirement [une dose tous les trois mois relevant bien plus d'une médecine affairiste que réellement hippocratique].

Tout cela pour dire que l'État français, même plus jacobiniste dans le bon sens colbertiste du terme, s'effondre sous les doubles coups de boutoir du « conseil » privatisé exacerbé qui d'une part prétend suppléer aux dites lenteurs de la haute administration [ce qui n'est pas faux : ainsi l'emploi effréné de ces cabinets de conseils a bien été analysé par un Didier Raoult au sens où leur prégnance provient d'une incurie notoire entremêlée d'envie et de luttes de pouvoir au sein même des instances régulatrices publiques], et d'autre part, précisément, le second coup de boutoir provient, et ce depuis des lustres, de toutes ces structures superposées au fil du temps, tous ces « 400 fromages » non plus AOC, mais administratifs qui pompent littéralement les finances publiques, pour rien... Leurs rapports, qu'elles pondent erratiquement [même pas annuellement pour certaines], n'ayant guère à envier à ceux du conseil américain ayant aujourd'hui son quart d'heure de gloire.

Aussi, de deux choses l'une, soit l'on désire continuer à dépecer l'État pour « les copains et les coquins » comme le font Macron et Mélenchon, ces deux

faces de la même médaille sectaire et scientifique, soit l'on donne une chance à une version que l'on espère raisonnée d'un souverainisme enfin retrouvé ; à charge cependant que cela ne se passe pas comme avec Sarkozy qui n'a même pas été capable « d'ouvrir son gouvernement jusqu'aux sarkozistes » comme **l'avait déploré feu Patrick Devedjian...**

Or, « Nous », partisans de la France dite profonde, diesel, bière et pinard, saucisson [mais aussi couscous et canard laqué, mafé de poulet...], nucléaire, clopes, poire [whisky, vodka...] et franche rigolade autour de belles blagues salaces entrecoupées de poésies et de discussions féroces sur la Vieille Garde, César, le cor de Roland [que j'entends encore...], Foch et Galliéni, la bataille idéologique entre Proudhon et Marx [entre autres...], Say et Keynes, « nous » ne pouvons pas laisser ce beau pays entre les mains visqueuses d'un « Joker » sournois et sociopathe considérant par exemple qu'insulter les Français serait affectueux, alors que c'est du domaine de pratiques sado-maso qui n'ont pas leur place dans l'espace public ; au même titre d'ailleurs que le voile-gandoura islamique et la confusion père/mère, homme/femme à ranger comme points de vue privés, en aucun cas éléments publics propres à l'espace commun qui n'est pas un terrain vague, malgré ce vague à l'âme permanent qui me fait dire de plus en plus que celle-ci décidément n'appartient pas seulement à « la » Nation, surtout lorsque celle-ci est de plus en plus *mal* dirigée...